

Madame Sylvie Goulard

Députée européenne

- octobre 2013 -

Les membres du Cercle se sont réunis lors du déjeuner-débat d'octobre autour de Madame Sylvie Goulard députée européenne, afin d'échanger sur l'état de l'UE avant les élections de 2014.

Mme Goulard a insisté en introduction sur la montée des inégalités en Europe. Cette préoccupation devrait plus être abordée dans le débat public. On observe deux influences contradictoires : le renforcement de la démocratie et d'éléments

supranationaux d'une part, et l'implication plus grande des gouvernements nationaux avec la crise, d'autre part. L'UE est souvent accusée de tous les maux mais les gouvernements ont aussi leur part de responsabilité, le résultat de mauvaises politiques nationales.



Sylvie Goulard est députée européenne depuis 2009. Elle est notamment coordinatrice pour le groupe politique ADLE, membre de la commission ECON et de l'intergroupe lutte contre la pauvreté. Elle vient de publier : *Amour ou Chambre à part*

1. L'UEM

Selon Mme la députée, le système de Maastricht a bien été choisi mais a laissé de côté la compétitivité, le système éducatif, la formation, la sécurité sociale. La démocratie s'est accrue sur l'aspect législatif, grâce à l'impulsion de la Commission notamment. Des avancées sont notables dans l'encadrement des agences de notation, des banques etc. Le vote du budget pluriannuel reste opaque. Sylvie Goulard déplore le manque de mesure d'accompagnement des pays après leur adhésion à l'UE. La critique de l'UE ne doit pas être réservée aux eurosceptiques mais doit émaner de tous les courants politiques pour qu'elle soit constructive.

Le traité de Maastricht a fait naître l'Union économique et monétaire. La dimension monétaire est concrète avec l'euro, l'instance européenne de gestion de la monnaie unique, la Banque centrale européenne est reconnue. Il reste encore à développer la dimension d'union économique. On observe un début d'amélioration notamment grâce à l'initiative « six packs » qui introduit le contrôle des déficits macroéconomiques, l'intrusion de Bruxelles dans les budgets nationaux.

Par ailleurs, le nombre de Commissaires est trop élevé et affaibli la Commission selon Mme Goulard. De plus, 6 Etats européens représentent les 2/3 du PIB et de la population, ce n'est pas sain.

2. Démocratie représentative, démocratie participative

La démocratie représentative est à privilégier, mais sans oublier le dialogue avec les citoyens, avoir des « citoyens debout, réactifs ». Internet est une révolution mais un cadrage est nécessaire. Les idées universalistes s'inscrivent dans le projet européen.

Concernant la législation, Mme Goulard est d'accord sur l'abondance de législations au niveau européen mais également au niveau national. Il faudrait moins de textes mais plus de contrôle lors de la mise en œuvre. L'aspiration à la simplicité est légitime mais l'UE étant de plus en plus interconnectée, il existe un certain avantage à autant de législations comme on a pu le voir avec les différents scandales alimentaires où la traçabilité est nécessaire (concombre espagnol, viande de cheval). La société est paradoxale. Chaque pays européen est spécifique, l'hétérogénéité pose problème mais elle est inévitable.

3. Dossiers en cours

- Solvency II, le dernier trilogue devrait aboutir à un accord. La mise en œuvre a une nouvelle fois été repoussée, cette fois à 2017 pour permettre une période de transition de 15 ans compte tenu de la diversité des produits d'assurance.

- La statut de mutuelle européenne. La Commission a peu de chance de faire passer son texte avant la fin de sa mandature peut être qu'il peut être voté en commission parlementaire.

Sylvie Goulard a également insisté sur l'échange de bonnes pratiques au niveau européen. On assiste de nos jours à un changement de la chaîne de valeurs. Chaque génération a son lot. L'objectif est de valoriser ce qu'on a. La lutte contre les inégalités doit se faire à l'échelle européenne et nationale. On a réussi à maîtriser la fécondité mais les structures n'ont pas été changées. Le potentiel de croissance économique grâce aux femmes est sous exploité. Le gâchis est estimé entre 0,8% et 2% suivant les pays. Dans certains pays du Sud de l'Europe notamment, 60% des femmes sont diplômés mais n'occupent pas de poste à haute responsabilité. La députée appelle à faire plus confiance à la société.

4. Elections 2014

Mme Goulard a évoqué sa crainte concernant l'évolution du Parlement, le recyclage des politiques en France tandis que l'Allemagne par exemple, n'autorise pas le cumul de mandats. Le Sud souffre de son manque d'implication. Le Parlement européen est à l'image des démocraties du Nord de l'Europe, trop technique.

L'abstention aux élections aura un impact direct sur l'économie, le monde des affaires a donc un rôle à jouer pour ne pas remettre en cause ses activités et la pérennité de l'UE. Sylvie Goulard n'est pas encore décidée à se représenter. Sa décision prendra compte de la création d'une liste unique entre le parti auquel elle appartient, le Modem et l'UDI notamment.